

Programme de travail pour 2026 et au-delà



LE MOT DU PRÉSIDENT



Actuellement, alors que 2026 approche à grands pas, l'UE est confrontée à plusieurs défis essentiels. Dans un contexte de tensions géopolitiques et d'incertitudes économiques, notre compétitivité mondiale décline, et notre influence risque d'en pâtir. Dans le même temps, l'UE s'efforce de protéger ses citoyens en renforçant sa défense et continue de poursuivre des objectifs environnementaux en matière de croissance durable et d'action pour le climat.

Cette année, la publication de notre programme de travail pour 2026 coïncide avec celle de notre nouvelle stratégie pour la période 2026-2030, qui préconise que nous «**centrions nos audits sur les domaines dans lesquels nous apportons la plus grande valeur ajoutée**». Nous axerons

donc nos travaux sur ce que nous considérons comme des domaines stratégiques.

Les **quatre domaines stratégiques** restent globalement inchangés, mais ont été élargis eu égard aux tensions géopolitiques actuelles et aux défis économiques auxquels l'UE est confrontée. Ces domaines ont été définis compte tenu des engagements existants concernant l'utilisation des fonds de l'UE, des priorités de celle-ci, ainsi que des tendances et des défis émergents.

La Cour, qui est l'auditeur externe de l'UE depuis près de 50 ans, demeure résolument engagée en faveur de la responsabilité démocratique et d'une surveillance financière solide. Vous trouverez ci-après une liste des **73 rapports spéciaux et documents d'analyse** que nous prévoyons de publier en 2026 et 2027. Par ailleurs, nous publierons tous les ans nos rapports annuels, qui présentent les résultats de nos travaux d'audit financier et d'audit de conformité.

Dans le cadre de notre premier domaine d'action stratégique, à savoir ***La compétitivité économique et la résilience de l'UE***, renforcé pour mettre l'accent sur le commerce et l'autonomie stratégique, nous réaliserons des audits clés sur des sujets essentiels tels que l'aide de l'UE en faveur du perfectionnement et de la reconversion des travailleurs, ou encore la compétitivité de l'industrie éolienne européenne. Nous évaluerons

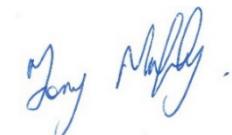
également les instruments européens de défense commerciale ainsi que les investissements dans l'IA et le calcul à haute performance.

Après avoir constaté, ces dernières années, à quel point la paix peut être fragile, la protection des citoyens est devenue l'une des priorités essentielles de l'Union. Dans les domaines *de la sécurité et de la défense*, nous examinerons l'action de soutien à la production de munitions (ASAP) et publierons un document d'analyse portant sur la politique de défense de l'UE. Ce domaine prioritaire comprend également des éléments clés tels que **l'élargissement et les migrations**. Nous nous pencherons sur le soutien accru en faveur de l'Ukraine et sur les efforts déployés pour protéger les frontières extérieures, et évaluerons les systèmes de l'UE relatifs aux retours, aux accords de réadmission et à la réintégration.

La non-réalisation des objectifs environnementaux nuit aux écosystèmes et à la stabilité économique. L'UE doit s'adapter et renforcer sa résilience face au changement climatique. *La transition de l'UE vers la résilience au changement climatique et vers la durabilité environnementale* reste un domaine d'action stratégique de notre programme de travail. Nous nous concentrerons en l'occurrence principalement sur le Fonds pour l'innovation en faveur de la transition écologique, la réalisation des objectifs de la Stratégie de l'UE pour l'énergie solaire et la décarbonation de l'industrie européenne.

Le cycle de vie de la **facilité pour la reprise et la résilience (FRR)** touchant à sa fin, il continuera de figurer dans notre programme de travail, mais relèvera du domaine d'action *La préservation des finances publiques de l'Union*. Les audits relatifs à la FRR porteront sur la transparence et la traçabilité des fonds, ainsi que sur la révision des plans pour la reprise et la résilience. Les audits consacrés à ce domaine d'action concerteront non seulement la FRR, mais également les systèmes informatiques des États membres pour la gestion des droits de douane et Arachne, l'outil d'exploration de données de la Commission.

En conclusion, si ce programme de travail aborde les défis auxquels l'UE et ses citoyens sont confrontés, les négociations en cours pour le **prochain cadre financier pluriannuel (CFP)** offrent aux législateurs l'occasion d'établir un budget ambitieux à long terme qui favorise la prospérité de la société et de l'économie au cours de la prochaine décennie. Nous suivrons de près ce processus et soutiendrons les législateurs au moyen d'une **série d'avis relatifs aux propositions législatives**. L'obligation de rendre des comptes et la transparence, essentielles pour renforcer la confiance des citoyens, doivent être au cœur de ce processus législatif. Notre mission reste la même: renforcer la confiance par l'audit.



Tony Murphy
Président

Priorité stratégique et année de publication prévue	Désignation de l'activité	Type de produit	Objectif de l'activité
La compétitivité économique et la résilience de l'UE, y compris l'innovation, la transition numérique, le commerce et l'autonomie stratégique 2026	Organisations de producteurs dans le secteur des fruits et légumes	Rapport spécial	Déterminer si le soutien de l'UE en faveur des organisations de producteurs de fruits et légumes améliore la compétitivité de leurs membres
	Soutien de la politique agricole commune (PAC) aux régions ultrapériphériques (POSEI)	Rapport spécial	Déterminer si le programme POSEI répond efficacement aux besoins et contraintes spécifiques des régions ultrapériphériques de l'UE dans le secteur agricole
	Aide à l'emploi pour les jeunes au titre de la politique de cohésion	Rapport spécial	Évaluer la manière dont les politiques de l'UE et les financements spécifiques (FSE/IEJ, REACT-EU et FSE +) ont contribué aux efforts déployés par les États membres pour l'intégration durable des jeunes sur le marché du travail
	Soutien de l'UE au renforcement de la mobilité durable des navetteurs autour des grandes zones métropolitaines	Rapport spécial	Évaluer les actions de l'UE visant à soutenir les transports durables pour les navetteurs dans les grandes zones métropolitaines
	Horizon 2020	Rapport spécial	Déterminer si Horizon 2020 a atteint ses objectifs et si la Commission a correctement évalué sa performance
	Marché unique des services	Rapport spécial	Évaluer l'efficacité des mesures prises par la Commission pour faire respecter les règles du marché unique des services, ainsi que celle des autres mesures adoptées au niveau de l'UE pour renforcer encore l'intégration de ce marché

Priorité stratégique et année de publication prévue	Désignation de l'activité	Type de produit	Objectif de l'activité
La compétitivité économique et la résilience de l'UE, y compris l'innovation, la transition numérique, le commerce et l'autonomie stratégique 2027	Gouvernance d'Horizon Europe	Rapport spécial	Évaluer la structure de gouvernance d'Horizon Europe, y compris les rôles et responsabilités des principales parties prenantes et les processus décisionnels relevant d'Horizon Europe, afin de déceler tout blocage ou manque d'efficience
	Le Semestre européen	Rapport spécial	Déterminer si les recommandations par pays (RPP) sont suffisamment claires et spécifiques pour constituer une base solide permettant d'orienter les fonds de l'UE vers les défis structurels auxquels les États membres sont confrontés
	Le mécanisme d'ajustement carbone aux frontières (MACF) de l'UE	Rapport spécial	Déterminer si le MACF est conçu pour éviter les fuites de carbone et garantir des conditions de concurrence équitables, en ce qui concerne la tarification du carbone et ses effets, pour les industries à forte intensité de carbone au sein de l'Union
	Production d'énergie éolienne	Rapport spécial	Évaluer l'efficacité des actions de l'UE visant à accélérer le déploiement de l'énergie éolienne et à renforcer la compétitivité de l'industrie éolienne européenne
	Renouvellement des générations dans l'agriculture	Rapport spécial	Déterminer si le soutien de la politique agricole commune a permis de promouvoir efficacement le renouvellement des générations
	Perfectionnement et reconversion des travailleurs	Rapport spécial	Évaluer le soutien de l'UE en faveur du perfectionnement et de la reconversion des travailleurs en vue de passer à une économie verte, numérique et résiliente
	Aide de l'UE à la reprise après une catastrophe naturelle	Rapport spécial	Déterminer si le recours au FSUE par la Commission et les États bénéficiaires a permis de fournir rapidement aux populations touchées l'aide dont elles avaient besoin, et si d'autres fonds de l'UE ont été engagés en complément afin de mettre en œuvre des mesures visant à «mieux reconstruire»
	Charges dues à la réglementation pesant sur les entreprises de l'UE	Rapport spécial	Examiner les charges dues à la réglementation imposées aux entreprises de l'UE et leur proportionnalité par rapport aux objectifs stratégiques poursuivis, et déterminer si les mesures présentées par la Commission permettent de réduire efficacement ces charges

Priorité stratégique et année de publication prévue	Désignation de l'activité	Type de produit	Objectif de l'activité
	Conseil européen de l'innovation (CEI)	Rapport spécial	Évaluer l'efficacité du Fonds du CEI, et notamment les rôles de ses principales parties prenantes et les processus décisionnels
	Politique spatiale européenne	Rapport spécial	Déterminer si l'UE a contribué efficacement à soutenir le développement d'un secteur spatial compétitif en Europe
	IA et calcul à haute performance	Rapport spécial	Analyser si les investissements et les initiatives financés par l'UE dans le domaine de l'informatique à haute performance, de l'informatique quantique, des centres de données et autres technologies connexes stimulent efficacement la croissance de l'industrie européenne de l'IA
	Défense commerciale européenne	Rapport spécial	Déterminer si la Commission et les États membres appliquent et font appliquer efficacement les instruments de défense commerciale afin de contrer les pratiques commerciales déloyales
	Effet de levier pour les entreprises communes	Rapport spécial	Déterminer si le financement, par l'UE, des programmes de travail des entreprises communes est véritablement renforcé par les contributions de partenaires privés, d'États participants et d'organisations internationales, et si cette forme de cofinancement est mise en œuvre de manière efficiente
	L'EIT et ses communautés de la connaissance et de l'innovation	Rapport spécial	Déterminer si l'Institut européen d'innovation et de technologie (EIT) et ses communautés de la connaissance et de l'innovation (CCI) ont stimulé la recherche et l'innovation.

Priorité stratégique et année de publication prévue	Désignation de l'activité	Type de produit	Objectif de l'activité
La sécurité, la défense, les valeurs démocratiques et l'action extérieure de l'Union, y compris l'élargissement et la migration 2026	Résilience des infrastructures critiques	Rapport spécial	Évaluer dans quelle mesure les actions de l'UE contribuent à garantir la résilience des infrastructures critiques sur son territoire
	Mécanisme de protection civile de l'Union	Rapport spécial	Évaluer le caractère économique, l'efficience et l'efficacité du soutien de l'UE dans le cadre de la réponse aux situations d'urgence et aux catastrophes naturelles apportée au travers du mécanisme de protection civile de l'Union (MPCU)
	Instrument relatif à la coopération en matière de sûreté nucléaire	Rapport spécial	Évaluer si l'instrument européen relatif à la coopération internationale en matière de sûreté nucléaire promeut des normes de sûreté nucléaire efficaces dans les pays tiers, en étroite coopération avec l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) des Nations unies
	Incidents de cybersécurité importants et majeurs	Rapport spécial	Examiner si, depuis son premier plan de 2017, la Commission a mis en place des dispositions claires et efficaces pour une réaction coordonnée de l'UE en cas d'incidents et de crises de cybersécurité majeurs.
	Éducation dans les pays les moins avancés	Rapport spécial	Examiner si l'UE a apporté un soutien à l'éducation dans un groupe spécifique de pays, à savoir les pays les moins avancés (PMA), de manière efficiente, efficace et durable.
	Organisations internationales	Rapport spécial	Déterminer si la méthode d'évaluation des piliers de la Commission a permis de lutter efficacement contre les risques financiers importants liés à la mise en œuvre de l'aide au développement de l'UE par l'intermédiaire d'organisations internationales.
	Pleins feux sur la politique de défense de l'UE	Document d'analyse	Fournir une analyse globale des instruments relevant ou non du budget de l'UE utilisés pour financer la défense, en se concentrant plus particulièrement sur le cadre juridique, institutionnel et financier du domaine de la défense
	Stratégie antifraude	Rapport spécial	Déterminer si la stratégie antifraude de la Commission (CAFS) adoptée en 2019 permet de lutter efficacement contre la fraude dans les dépenses de l'UE.

Priorité stratégique et année de publication prévue	Désignation de l'activité	Type de produit	Objectif de l'activité
La sécurité, la défense, les valeurs démocratiques et l'action extérieure de l'Union, y compris l'élargissement et la migration 2027	Soutien de l'UE en faveur de la Moldavie et de la Géorgie	Rapport spécial	Déterminer si le soutien de l'UE en faveur de la Moldavie et de la Géorgie a contribué de manière efficace et efficiente à leur parcours d'adhésion, et vérifier l'efficacité du mécanisme de conditionnalité prévu dans le règlement relatif à l'instrument de voisinage, de coopération au développement et de coopération internationale (IVCDCI)
	Retours, accords de réadmission et réintégration	Rapport spécial	Évaluer l'efficacité et l'efficience du système de retour des migrants en situation irrégulière depuis l'UE soutenu par celle-ci ainsi que la durabilité de son aide à la réadmission dans les pays tiers
	Soutien accru de l'UE en faveur de l'Ukraine	Rapport spécial	Déterminer si les nouveaux instruments de soutien à l'Ukraine – en l'occurrence l'assistance macrofinancière plus (AMF+) et la facilité pour l'Ukraine – sont bien conçus, si leur coordination avec d'autres formes d'aide de l'UE est efficace, et s'ils reposent sur des dispositions appropriées en matière d'obligation de rendre compte
	Protection des frontières extérieures	Rapport spécial	Évaluer l'efficacité des équipements et des infrastructures cofinancés par l'UE pour soutenir la surveillance des frontières extérieures de l'espace Schengen et leur protection contre la migration irrégulière
	Accès à une énergie durable dans les pays en développement	Rapport spécial	Déterminer si le soutien apporté par l'UE en faveur de l'accès à une énergie durable dans les pays en développement a été efficace et efficient
	Action de soutien à la production de munitions (ASAP, <i>Act in Support of Ammunition Production</i>)	Rapport spécial	Déterminer si l'action de soutien à la production de munitions (ASAP) a contribué efficacement à renforcer les capacités de production et à réduire les délais de fabrication et, ainsi, permis de garantir la fourniture en temps utile de munitions et de missiles à l'Ukraine et d'aider les États membres à reconstituer leurs stocks
	Crises oubliées	Rapport spécial	Déterminer si la Commission programme, finance et met en œuvre efficacement des actions humanitaires visant à faire face aux crises oubliées, et si ces actions permettent de répondre aux besoins des bénéficiaires

Priorité stratégique et année de publication prévue	Désignation de l'activité	Type de produit	Objectif de l'activité
La transition de l'UE vers la résilience au changement climatique et vers la durabilité économique, sociale et environnementale 2026	Programme LIFE 2014-2020	Rapport spécial	Déterminer si les projets stratégiques LIFE contribuent efficacement à la réalisation des objectifs environnementaux de l'UE
	FRR – Investissements dans l'efficacité énergétique	Rapport spécial	Évaluer la contribution des mesures de la FRR en faveur des bâtiments résidentiels à la réalisation des objectifs énergétiques de l'UE à l'horizon 2030 visant à accroître l'efficacité énergétique
	Transfert de connaissances et innovation dans l'agriculture européenne	Rapport spécial	Déterminer si, dans le cadre de la PAC, le partenariat européen d'innovation agricole (PEI-AGRI) a contribué efficacement à l'innovation dans l'agriculture de l'UE
	Matières premières critiques pour la transition énergétique	Rapport spécial	Déterminer si les actions menées au niveau de l'UE garantissent la sécurité à long terme de l'approvisionnement en matières premières critiques aux fins de la transition énergétique européenne
	Fonds pour l'innovation en faveur de la transition écologique	Rapport spécial	Déterminer si le Fonds pour l'innovation constitue une plateforme adéquate pour promouvoir des projets de démonstration innovants qui contribuent efficacement aux objectifs de décarbonation de l'UE
	Communautés d'énergie renouvelable	Rapport spécial	Déterminer si la Commission et les États membres associent dûment les communautés énergétiques à la réalisation de leurs objectifs
	Zones marines protégées de l'UE	Rapport spécial	Déterminer si le réseau de zones marines protégées permet de préserver le milieu marin de l'UE conformément aux cadres internationaux, européens et nationaux
	Cadre d'investissement en faveur des Balkans occidentaux (CIBO)	Rapport spécial	Évaluer l'efficacité et l'efficience du soutien de l'UE aux pays des Balkans occidentaux dans les domaines des transports durables et de l'énergie propre, en mettant l'accent sur les projets phares
	Plan REPowerEU dans le cadre de la FRR	Rapport spécial	Déterminer si, au travers de sa gouvernance au service de la transition écologique et de la FRR, l'UE contribue efficacement à mettre fin à la dépendance à l'égard des combustibles fossiles russes et à accélérer la transition vers une énergie propre

Priorité stratégique et année de publication prévue	Désignation de l'activité	Type de produit	Objectif de l'activité
La transition de l'UE vers la résilience au changement climatique et vers la durabilité économique, sociale et environnementale 2027	Approche de l'UE à l'égard des «produits chimiques éternels» (PFAS)	Rapport spécial	Déterminer si les cadres de l'UE applicables aux substances per- et polyfluoroalkylées (PFAS, produits chimiques éternels) contribuent à une gestion sûre et compétitive de ces substances dans l'UE
	Tourbières et zones humides	Rapport spécial	Évaluer l'efficacité du soutien de l'UE en faveur de la protection et de la restauration des tourbières et des zones humides
	Soutien de l'UE en faveur de la protection du littoral	Rapport spécial	Déterminer si les politiques de l'UE et le financement, par celle-ci, de la protection du littoral contribuent à une adaptation efficace des zones côtières au changement climatique, compte tenu des effets actuels de ce dernier et des incidences futures prévues
	Réalisation des objectifs de la Stratégie de l'UE pour l'énergie solaire	Rapport spécial	Évaluer l'efficacité du soutien de l'UE en faveur de l'énergie solaire en vue de la réalisation des objectifs de la Stratégie de l'UE pour l'énergie solaire
	Interconnexions électriques transfrontalières	Rapport spécial	Déterminer si la Commission européenne, l'Agence exécutive européenne pour le climat, les infrastructures et l'environnement (CINEA) et les États membres ont utilisé les fonds de l'UE destinés aux interconnexions électriques transfrontalières de manière efficace et, ainsi, atteint les objectifs d'interconnexion de l'Union
	Mesures de mobilité durable dans le cadre de la FRR	Rapport spécial	Déterminer si les investissements dans les transports financés par la FRR favorisent efficacement la mobilité à faibles émissions de carbone, accélèrent l'utilisation de technologies à faibles émissions de carbone et réduisent les émissions dans le secteur des transports, tout en contribuant aux objectifs de l'UE à l'horizon 2030
	Fonds pour une transition juste (FTJ)	Rapport spécial	Déterminer si le FTJ permet de soutenir efficacement la diversification et la reconversion économiques des territoires de l'UE qui devraient être le plus durement touchés par la transition vers la neutralité climatique
	Transport ferroviaire transfrontières de voyageurs	Rapport spécial	Évaluer si la Commission a pris des mesures appropriées pour soutenir le transport ferroviaire transfrontières de voyageurs et les réalisations des projets financés par l'UE.

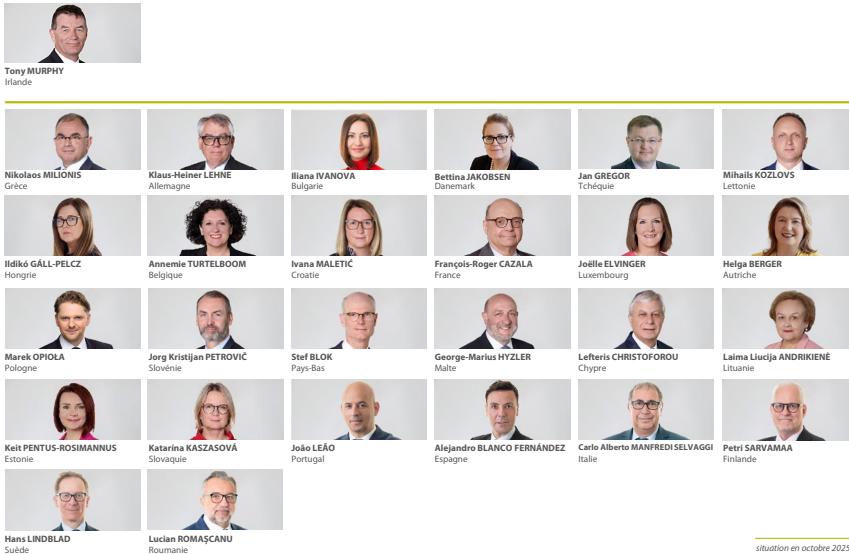
Priorité stratégique et année de publication prévue	Désignation de l'activité	Type de produit	Objectif de l'activité
	Décarbonation de l'industrie européenne	Rapport spécial	Évaluer l'efficacité du soutien apporté par l'UE à la décarbonation de son industrie
	Vague de rénovations	Rapport spécial	Déterminer si les fonds de l'UE permettent de soutenir efficacement la vague de rénovations qu'elle a lancée pour lutter contre la précarité énergétique et s'attaquer au problème des bâtiments les moins performants, y compris dans le cadre de l'initiative en faveur du logement abordable
	Des prix abordables pour une transition énergétique équitable	Rapport spécial	Déterminer si la Commission et les États membres ont mis en œuvre des actions efficaces pour garantir aux citoyens l'accès à une énergie abordable dans le contexte de la transition vers la neutralité carbone au moyen de mesures aussi bien structurelles que prises en réaction aux crises
	Pêche artisanale	Rapport spécial	Évaluer la conception et la mise en œuvre du soutien de l'UE en faveur de la pêche artisanale, et notamment ses effets sur la compétitivité et les facteurs socio-économiques

Priorité stratégique et année de publication prévue	Désignation de l'activité	Type de produit	Objectif de l'activité
La protection des finances publiques de l'Union et le maintien de leur viabilité, y compris une gouvernance économique, financière et budgétaire rigoureuse 2026	Absorption des fonds de cohésion de l'UE	Rapport spécial	Déterminer si la Commission et les États membres relèvent valablement les défis liés à l'absorption des fonds de la politique de cohésion
	Mesures commerciales restrictives	Rapport spécial	Déterminer si les procédures établies par la Commission et les États membres contribuent efficacement à l'application des sanctions financières et commerciales infligées à la Russie à la suite de son invasion de l'Ukraine
	FRR – Administration publique	Rapport spécial	Évaluer si la mise en œuvre des réformes de l'administration publique incluses dans les plans pour la reprise et la résilience (PRR) répond aux principaux besoins recensés dans le cadre du Semestre européen et, le cas échéant, par d'autres sources pertinentes
	FRR – Transparence et traçabilité	Rapport spécial	Évaluer si la Commission a garanti la transparence et la traçabilité des financements au titre de la FRR et si les États membres ont mis en place un système bien conçu permettant d'estimer et de retracer les coûts réels des mesures
	Outils de surveillance de la Banque centrale européenne (BCE)	Rapport spécial	Évaluer si la BCE a utilisé efficacement ses outils de surveillance bancaire pour faire respecter les exigences prudentielles (à cette fin, l'équipe d'audit établira si les stratégies, les politiques et les procédures de la BCE sont adéquates et si celle-ci a employé les outils de manière cohérente)
	Trafic de tabac	Rapport spécial	Évaluer l'efficacité de la Commission et des États membres dans la lutte contre le trafic de tabac dans l'UE
	Enseignements pour le prochain budget de l'UE: CFP 2028-2034	Document d'analyse	Fournir une synthèse globale de la proposition de la Commission pour le CFP 2028-2034, et réaliser un suivi des pistes mises en évidence dans le document d'analyse 03/2025 de la Cour des comptes européenne intitulé «Pistes à explorer en vue du cadre financier pluriannuel pour l'après-2027», dans la perspective également de la série d'avis relatifs à cette proposition que la Cour rendra prochainement
	Systèmes de contrôle de la FRR dans les États membres – Fraude	Rapport spécial	Évaluer si les systèmes de contrôle des États membres pour la gestion des fonds perçus au titre de la FRR permettent de prévenir, de détecter et, le cas échéant, de corriger les fraudes de manière efficace

Priorité stratégique et année de publication prévue	Désignation de l'activité	Type de produit	Objectif de l'activité
La protection des finances publiques de l'Union et le maintien de leur viabilité, y compris une gouvernance économique, financière et budgétaire rigoureuse 2027	Arachne	Rapport spécial	Déterminer si l'outil Arachne a été conçu, développé et mis en œuvre par la Commission d'une manière susceptible de garantir l'exhaustivité, l'exactitude et l'utilité des informations et, pour les États membres qui utilisent les données, s'ils le font efficacement
	FRR – Révision des plans pour la reprise et la résilience	Rapport spécial	Déterminer comment la Commission et les États membres ont fait en sorte que les modifications apportées aux PRR soient conformes aux exigences sous-jacentes, et si elles ont facilité la mise en œuvre de la FRR
	Dégagements budgétaires de l'UE	Rapport spécial	Déterminer si la Commission gère les montants dégagés de manière appropriée, et notamment si elle réaffecte correctement les montants dégagés reconstitués
	Systèmes informatiques des États membres pour la gestion des droits de douane	Rapport spécial	Évaluer la solidité des systèmes informatiques des États membres pour la gestion des droits de douane, et déterminer si la Commission vérifie que les exigences légales sont respectées et que les données sont fiables
	Valeur ajoutée européenne	Rapport spécial	Examiner si la Commission mesure la valeur ajoutée européenne de manière cohérente, fiable et à l'aide de critères appropriés, ainsi qu'évaluer les procédures de contrôle de la qualité correspondantes
	Gestion des bâtiments de certaines institutions de l'UE	Rapport spécial	Déterminer si l'utilisation des bâtiments de certaines institutions de l'UE est gérée de manière efficace

Priorité stratégique et année de publication prévue	Désignation de l'activité	Type de produit	Objectif de l'activité
Autres 2026	Plan européen de lutte contre le cancer	Rapport spécial	Déterminer si le plan européen de lutte contre le cancer permet de lutter efficacement contre cette maladie au niveau de l'UE
	Organes consultatifs de l'UE	Rapport spécial	Déterminer si les processus de gestion et d'assurance de la qualité du Comité des régions (CdR) et du Comité économique et social européen (CESE) permettent à ces derniers de rendre des avis de qualité en temps utile
	Obligations vertes NextGenerationEU	Rapport spécial	Évaluer la fiabilité des rapports sur la durabilité des projets FRR financés par les obligations vertes NextGenerationEU

À PROPOS DE NOUS



situation en octobre 2025

La Cour des comptes européenne est l'auditeur externe de l'UE. Son collège, composé d'un membre par État membre, est assisté de quelque 990 agents de toutes les nationalités de l'UE. Basée à Luxembourg, la Cour est entrée en fonction en 1977.

Nos **valeurs** sont l'indépendance, l'objectivité, un comportement éthique, la transparence et le professionnalisme.

Notre **mission**: nous réalisons des audits indépendants, porteurs et de qualité élevée afin d'améliorer la gouvernance, l'obligation de rendre compte, la transparence et la gestion financière en ce qui concerne l'action de l'UE, contribuant ainsi à renforcer la confiance des citoyens et à relever efficacement les défis actuels et futurs auxquels l'UE est confrontée.

Notre **vision**: en contribuant à améliorer la gouvernance et la résilience, nous renforçons la confiance dans l'Union.

Nos rapports d'audit, documents d'analyse et avis constituent ensemble un maillon essentiel de la chaîne de responsabilité de l'UE. Ils sont utilisés pour demander des comptes aux responsables de la mise en œuvre des politiques et des programmes de l'Union, à savoir la Commission, les autres institutions et organes de l'UE ainsi que les administrations nationales.

Enfin, grâce à nos travaux, nous avons pour ambition d'aider les citoyens à mieux comprendre comment l'UE et ses États membres répondent aux défis présents et à venir.

NOS RÉALISATIONS

Nous établissons:

- des rapports annuels, comprenant une déclaration d'assurance, sur le budget de l'UE, sur la facilité pour la reprise et la résilience et sur les Fonds européens de développement;
- des rapports annuels spécifiques présentant les opinions formulées par la Cour dans le cadre d'audits financiers pour chacune des agences et chacun des organismes de l'UE;
- des rapports spéciaux portant sur des thèmes d'audit sélectionnés, publiés tout au long de l'année et qui sont principalement le résultat d'audits de la performance;
- des documents d'analyse examinant, dans une optique descriptive et informative, des domaines d'action ou des questions de gestion de l'UE;
- des avis, utilisés par le Parlement européen et par le Conseil européen lors de l'adoption de textes législatifs de l'Union et d'autres décisions.

COUR DES COMPTES EUROPÉENNE**12, rue Alcide De Gasperi****1615 LUXEMBOURG****Tél.: +352 4398 1****Demandes: <https://eca.europa.eu/fr/contact>****Site internet: <https://www.eca.europa.eu>****Réseaux sociaux: @EUauditors**

De plus amples informations sur l'Union européenne sont disponibles sur internet (<https://europa.eu>).

DROITS D'AUTEUR**© Union européenne, 2025.**

La politique de réutilisation de la Cour des comptes européenne est régie par la [décision n° 6-2019 de la Cour des comptes européenne](#) sur la politique d'ouverture des données et la réutilisation des documents

Sauf indication contraire (par exemple dans une déclaration distincte concernant les droits d'auteur), le contenu des documents de la Cour, qui appartient à l'UE, fait l'objet d'une [licence Creative Commons Attribution 4.0 International \(CC BY 4.0\)](#). Cela signifie que la réutilisation est autorisée, à condition de mentionner la source et d'indiquer les modifications apportées. Le réutilisateur a l'obligation de ne pas altérer le sens ou le message initial des documents. La Cour des comptes européenne ne répond pas des conséquences de la réutilisation.

Vous êtes tenu(e) d'acquérir des droits supplémentaires si un contenu spécifique représente des personnes physiques identifiables, comme par exemple sur des photos des agents de la Cour, ou contient des travaux de tiers. Lorsque l'autorisation a été obtenue, elle se substitue à l'autorisation générale susmentionnée et doit clairement indiquer toute restriction d'utilisation.

Pour utiliser ou reproduire des contenus qui n'appartiennent pas à l'UE, vous pouvez être amené(e) à demander l'autorisation directement aux titulaires des droits d'auteur.

Les logiciels ou les documents couverts par les droits de propriété industrielle tels que les brevets, les marques, les modèles déposés, les logos et les noms, sont exclus de la politique de réutilisation de la Cour des comptes européenne et aucune licence ne vous est accordée à leur égard.

La famille de sites internet institutionnels de l'Union européenne relevant du domaine europa.eu fournit des liens vers des sites tiers. Étant donné que la Cour n'a aucun contrôle sur leur contenu, vous êtes invité(e) à prendre connaissance de leurs politiques respectives en matière de droits d'auteur et de protection des données.

Utilisation du logo de la Cour des comptes européenne

Le logo de la Cour des comptes européenne ne peut être utilisé sans l'accord préalable de celle-ci.

COUR DES COMPTES EUROPÉENNE
12, rue Alcide De Gasperi
1615 Luxembourg
LUXEMBOURG
eca-info@eca.europa.eu
eca.europa.eu



COUR DES
COMPTES
EUROPÉENNE



Office des publications
de l'Union européenne